



PROCES-VERBAL
REUNION DU COMITE DIRECTEUR
VENDREDI 22 MARS 2019 A MARSEILLE
B.O n° 2460

Début des travaux à 13h00

Appel nominal par la Secrétaire Générale

Liste des présents :	
Président	Gilles SEZIONALE
Président délégué	Jean-Jacques BEURRIER
Trésorier	Bernard DALMON
Secrétaire Générale	Christiane GUERIN
Trésorier Adjoint	Patrick PEREZ
Secrétaire Général adjoint	Julien VILLE
Vice-présidents	Serge BRUNET Dominique LAGIER Aline MICHELET Joël PINEAU
Chargé de mission	Laurent VIQUERAT
Membres	Sami CHEIKH Dominique CUPILLARD Jean-Claude DUNAND-MARTIN Patrick FRADET Christine LEPOURCELET TALVARD Myrtho MANDE Carine SOLLBERGER Jean-Louis THOREMBEY
Membres honoraires	Dominique BAHON Madeleine BERNAVON Henri WACHTER
Assistent Commissaire aux Comptes Président de la commission eau libre Directeur Général Directrice Financière Directeur Technique National DTN Adjointe Collaboratrice Président Chargée du Pôle Ressources Collaboratrice auprès de la Secrétaire Générale Responsable des Ressources Humaines Coordonnatrice Pôle Sport Responsable Juridique	Georges de Bondy Jean Paul NARCE Laurent CIUBINI Marie LE BER Julien ISSOULIÉ Agnès BERTHET Valérie GICQUEL Magali TAPRET Christine MARCH Valérie LAGUMINA Antoine DURAND

Excusés :	
Chargé de Mission	Denis CADON
Membre	Ophélie ASPORD
Membre	Alain BERNARD
Membre	Michel BOUSSARD
Membre	Laure GAUTHREAU
Membre	Christine KITEGI
Membre	Philippe LEBLOND
Membre	Lara MELLOTT
Membre	Stéphane METZGER
Membre	Hélène RICARDO-GARDEAU
Membre	Catherine TRAN KIEM
Membre honoraire	Paulette FERNEZ
Membre honoraire	Lucien GASTALDELLO
Membre honoraire	Bernard PAILLIEUX
Absents :	
Vice-Présidente	Anne-Michèle MELGRANI-POLI
Membre	David WAGNER

1. Accueil du Président

Christiane Guérin donne les informations pratiques sur le planning de cette journée à l'issue des travaux du Comité directeur : participation aux Finales du Golden Tour, suivie d'un cocktail au Cercle des Nageurs de Marseille. Retour à l'hôtel, soirée libre.

Gilles Sézional estime que même si les comptes présentés aujourd'hui ne sont pas totalement satisfaisants, les mesures énergiques mises en place vont permettre de redresser la barre, notamment la vente du siège de Pantin en raison des charges trop élevées, et le lancement de la réforme de la licence qui devrait permettre à termes de réinvestir sur le sportif.

A noter les 3 faits marquants suivants :

- le prévisionnel licences établi en 2017 n'était pas correct car supérieur à la réalité.
- 150 000 euros ont été réinjectés dans le sportif en 2018, et,
- suite à l'important déficit de NEO, une TUP a été effectuée.

Après 2 ans d'efforts, l'équilibre devrait être retrouvé en 2019. Reste encore des économies à réaliser sur les frais de fonctionnement et la mise en place d'une surveillance accrue du suivi budgétaire.

Pour finir, il estime que les Ligues régionales doivent investir dans des réformes et sur le sportif car elles n'ont pas pour vocation à thésauriser.

2. Adoption du Procès-Verbal de la réunion de Bureau du 7 mars 2019 (en annexe)

Ce procès-verbal est adopté à l'unanimité.

3. Adoption du Procès-Verbal du Comité Directeur du 11 janvier 2019 (en annexe)

Ce procès-verbal est adopté à l'unanimité.

4. Adoption des Procès-Verbaux des commissions

4.1 - Commission des Maîtres du 14 janvier 2019 (en annexe)

Ce procès-verbal est adopté à l'unanimité.

4.2 - Commission Natation Course du 25 janvier 2019

Jean-Jacques Beurrier s'interroge sur les deux propositions de dates des prochains Championnats de France 25m 2019 à Angers.

Joël Pineau, Président de la Ligue organisatrice, souhaite que cette date soit définitivement arrêtée afin d'en informer au plus vite la Municipalité d'Angers toujours en attente de la décision.

Un large débat s'instaure sur les motivations de ce choix. Julien Issoulié informe que si la date retenue se situe avant les Euros, le délai est trop court pour qu'ils soient qualificatifs. De plus, depuis la tenue de la commission, les 6 dates de l'ISL (International Swimming League) sont connues. Certains athlètes, dont Charlotte Bonnet et Mehdy Mettela y participeront. Ce circuit bénéficie notamment de prize money extrêmement intéressantes, comme pour le « FINA Champions Swim Series ». Néanmoins, il reste convaincu de la présence des athlètes français à Angers.

Gilles Sézional rappelle qu'il est difficile pour la Fédération d'obliger les athlètes à y participer. Et nos compétitions majeures telles que le Golden Tour peuvent souffrir de l'absence de l'équipe de France.

Les deux propositions sont mises au vote du Comité Directeur :

- Du 28 novembre au 1^{er} décembre (avant les Championnats d'Europe) : 2 voix
- Du 12 au 15 décembre (après les Championnats d'Europe) : 6 voix
- Abstentions : 10 voix

Le Comité Directeur valide la date des Championnats de France 25m du **12 au 15 décembre 2019**.

D'autres points de ce procès-verbal appelant une réflexion approfondie, notamment les propositions de regroupement sur un seul lieu des N2 ainsi que des espoirs et relève, et le passage sur une saison sportive annuelle, le Comité Directeur acte que ce procès-verbal ne peut être validé en l'état ; son examen est reporté à la prochaine réunion de juin.

4.3 - Commission Informatique du 1er février 2019 (en annexe)

Ce procès-verbal est adopté à l'unanimité.

4.4 - Commission Natation Artistique des 2 et 3 février 2019 (en annexe)

Ce procès-verbal est adopté à l'unanimité.

4.5 - Commission Haut Niveau du 15 février 2019 (en annexe)

Ce procès-verbal est adopté à l'unanimité.

4.6 - Commission des Organisations Fédérales du 1^{er} mars 2019

Julien Ville souhaiterait que soit acté le principe que dès la saison prochaine l'organisation des Meetings labellisés Nationaux soit systématiquement portée par une collaboration entre un club et sa ligue régionale d'appartenance. L'idée est de partager les efforts et aussi les bénéfices liés à l'organisation de ce type d'événements, les bénéfices de la ligue étant par la suite utilisés pour la mise en place de véritables actions sportives régionales. Le Comité Directeur approuve cette proposition.

Jean-Paul Narce, Président de la Commission Eau Libre et Aline Michelet, Présidente de la Commission des Maîtres, regrettent de ne pas avoir été associés ni informés des choix des lieux d'organisations pour leur discipline.

Jean-Paul Narce revient sur la remarque d'Alain Chateigner et demande également s'il n'est pas possible de laisser les organisateurs libres de trouver des partenaires dans la même catégorie que les partenaires fédéraux qui auraient décidé de ne pas se rendre sur la compétition.

Laurent Ciubini rappelle que cela n'est pas possible car la Fédération est tenue par des obligations contractuelles vis-à-vis de ses partenaires notamment en matière d'exclusivité.

Compte tenu des remarques ci-dessus, ce procès-verbal ne peut être adopté en l'état. Le Comité Directeur souhaite une réorganisation de cette commission avec une plus grande transversalité avec les services fédéraux et les commissions.

4.7 - Commission des Activités Estivales du 13 mars (en annexe)

Ce procès-verbal et le programme de natation estivale 2019 sont adoptés à l'unanimité.

5. Affaires Financières

5.1 – Bilan financier de l'année 2018

Marie Le Ber précise que les comptes présentés ci-après, clos au 31 décembre 2018, ont fait l'objet d'un audit par les commissaires aux comptes au cours de la semaine du 11 mars 2019 par les cabinets Audit'RS, représenté par Raphaële Terquem et FGH, représenté par M. Georges De Bondy.

Les comptes de l'exercice 2018 doivent être arrêtés par le comité directeur ce 22 mars 2019 puis proposés pour approbation lors de l'Assemblée Générale du 26 avril 2019.

Les documents relatifs aux projets de bilan et compte de résultat au 31/12/2018, la réalisation de la convention d'objectif 2018 et le résultat comptable par secteurs analytiques sont remis ce jour aux membres du Comité Directeur.

Les faits marquants de l'exercice 2018 :

- **Réforme de la licence pour la saison 2018/2019 :**
 - Nombre de licenciés au 18/03/2019 : 306 872 licenciés, soit +33 264 licences à la même date
 - Encaissements nets pour la FFN au 15/03/2019 : 4 614 257 €
 - Encaissements nets au 15/03/2018 : 5 015 033 €
 - Total encaissements lors de la saison précédente (17/18) : 5 656 268 €
- **Mise en place de LEMONWAY**
 - Prestataire permettant le paiement des licences par carte bancaire. Désormais, la fédération collecte la totalité des licences et reverse la part régionale à la ligue.
 - ✓ Impact de présentation sur le compte de résultat : Hausse des produits d'exploitation (collecte de la totalité des licences) et des charges d'exploitation (versement de la part régionale aux ligues) de 872 k€.
 - ✓ Frais Lemonway (prestataire en charge des encaissements) impactant les comptes 2018 : 29 k€.
- **Modification du siège social : Déménagement à Clichy**
 - Bail ferme de 9 ans avec un loyer annuel de 200 k€
 - Charges locatives : estimées à 16 k€ par an
 - Impact en charge en 2018 :
 - ✓ Honoraires de commercialisation : 33 k€ (CONSULT'IM)
 - ✓ Frais de déménagement : 17 k€
 - Augmentation des immobilisations au 31/12/2018 :
 - ✓ Caution de 50 k€ versée à la signature du bail
 - ✓ Aménagement du nouveau siège (hausse des immobilisations) : environ 110 k€ d'investissements réalisés
- **INSEP**
 - Les 5 disciplines sont désormais à l'INSEP à partir de la saison 2018/2019

- ✓ Coût total des pensions des permanents à l'INSEP en 2018 : 447 k€, dont 183 k€ refacturés aux clubs et aux athlètes – Soit un impact net de 264 k€
- ✓ Coût total des pensions des permanents à l'INSEP en 2017 : 410 k€, dont 91 k€ refacturés aux clubs et aux athlètes – Soit un impact net de 319 k€
- ✓ Entre 2017 et 2018, l'économie nette est de 55 k€.
- ✓ En revanche, le budget 2018 prévu, net des refacturations était de 188 k€, soit un dépassement de 76 k€.

• **Transmission Universelle de Patrimoine (TUP) NEO :**

- La société NAT'EVENT ORGANISATION a fait l'objet d'une Transmission Universelle de Patrimoine (TUP) au 31/12/2018 à la FFN.
- Cette TUP impacte le secteur Horizon NATATION.
- Les principaux effets de cette TUP sont les suivants :
 - ✓ Au bilan : hausse des immobilisations pour 5 k€, de l'actif circulant pour 274 k€ et des dettes de 283 k€
 - ✓ Au compte de résultat : le mali de TUP s'élève à 305 k€ et est présenté pour 205 k€ en résultat d'exploitation et 100 k€ en résultat financier.

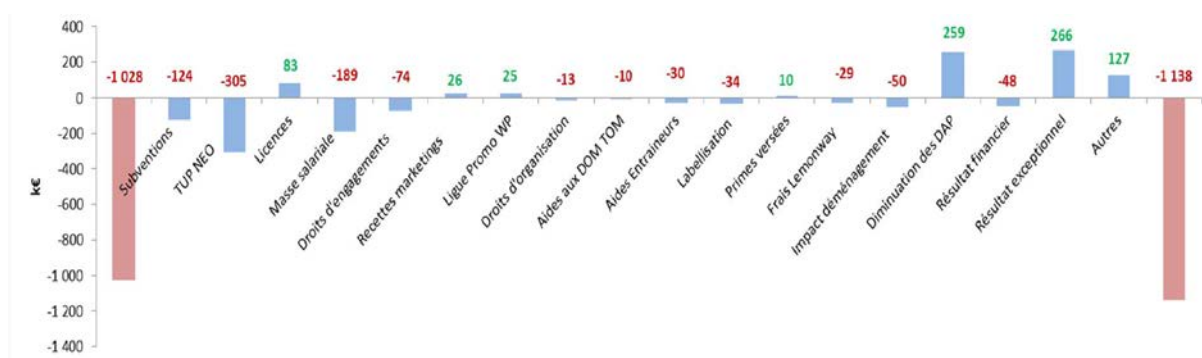
Les 205 k€ correspondent à la perte réelle de NEO en 2018 relative à son activité s'expliquant par les absences de facturations de NEO à la FFN en 2018.

Les 100 k€ correspondent au droit d'organisation des événements qui avait été cédé par la FFN à NEO, devenu sans objet suite à la TUP.

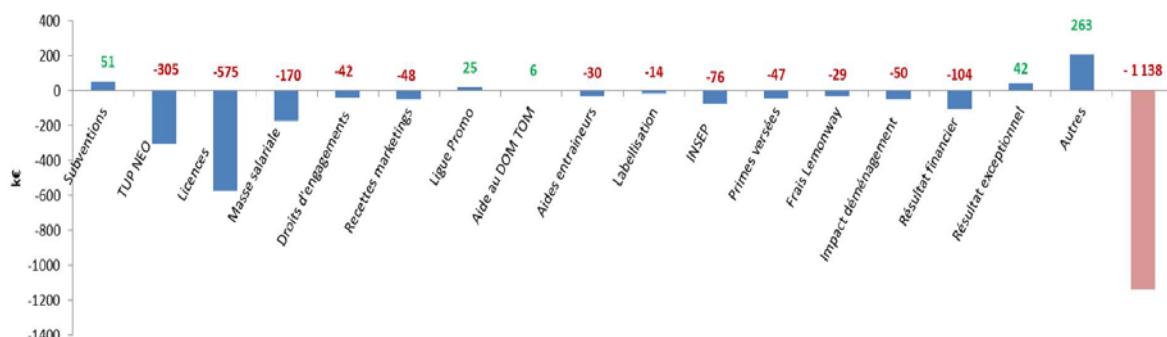
Résultats – Exercice 2018 :

- Résultat de la fédération au 31.12.2018 : **<1 138 k€>**

- Evolution du résultat – Réel 2017 / Réel 2018 :



- Evolution du résultat – Budget 2018 / Réel 2018 :



Bilan FFN - 31/12/2018 - Explications des principales variations :

- **Immobilisations corporelles** : impact des factures de charges de copropriété de la Tour Essor sur des travaux votés et à la charge du propriétaire à la date du vote des travaux.
- **Immobilisations financières** : Impact du versement de la caution du nouveau siège social de CLICHY de 50 k€.
- **Evolution négative des disponibilités (-1,5 m€)** : liée à une diminution importante des dettes entre 2017 et 2018 ainsi qu'une augmentation des créances clients. Un important travail de relance va être effectué afin d'améliorer le recouvrement de nos créances.
- **Augmentation des produits et charges constatés d'avance** : impact de la régularisation des licences de la saison en cours sur l'exercice 2019. Ces régularisations étaient précédemment présentées en autres créances

Compte de résultat FFN - 31/12/2018. Explication des principales variations :

- **Diminution des subventions pour 124 k€** : Baisse de la subvention du ministère reçue de 48 k€ et des autres subventions (INSEP et collectivités locales) pour 76 k€
- **Autres achats et charges externes (+ 535 k€)** impactés notamment par (i) la TUP de NEO (+205 k€), (ii) les coûts de mise en place de l'application mobile (120 k€), (iii) le déménagement (50 k€), (iv) les charges de copropriété de Pantin (162 k€ ; -33 k€) et (v) les charges locatives de Clichy (+61 k€)
- **Masse salariale (+ 190 k€)** : Essentiellement dû à l'augmentation des indemnités versées aux cadres techniques : 170 k€ versés en 2017 contre 354 k€ en 2018, soit une augmentation de 184 k€

Il est précisé que cette augmentation fait suite à des décisions liées à l'embauche d'un entraîneur pour le plongeon et d'un entraîneur pour le water-polo. A noter qu'en compensation des contrats PO ont été récupérés.

- **Amélioration des dotations aux amortissements, dépréciations et provisions** : impactés en 2017 par la dépréciation des créances détenues sur son ancienne filiale NEO.
- **Le résultat financier de – 104 k€** est essentiellement due à la reconnaissance du mali de TUP pour 100 k€ ainsi que des pertes liées aux cessions de VMP réalisées en 2018 dans un contexte défavorable des marchés financiers.
- **Résultat exceptionnel** : en amélioration car en 2017, 309 k€ concernant les exercices antérieurs contre 3 k€ en 2018. Ce résultat inclus également 25 k€ d'annulation de dette suite à la dissolution de la ligue promotionnelle de Water-Polo et + 18 k€ de charges de copropriété refacturées à l'acquéreur du 18ème étage à Pantin.

Résultat secteur INFAN – 31/12/2018 :

- Le résultat net de l'INFAN est stable entre 2017 et 2018 pour s'établir à un déficit de 80 k€.
- Par rapport au budget, le retard des produits (et donc des charges) est notamment lié à une formation DE qui était budgétée mais qui n'a finalement pas eu lieu en raison d'un nombre d'inscription insuffisant.

Ce secteur, déficitaire, doit évoluer.

Résultat secteur Horizons Natation– 31/12/2018 :

- Le résultat net d'Horizons Natation s'élève à -279 k€ (contre -265 k€ en 2017).
- Ce résultat déficitaire est exclusivement dû à la TUP de la société NEO au 31/12/2018 (impact de – 305 k€ comptabilisé pour 100 k€ en résultat financier et pour 205 k€ en résultat d'exploitation).
- Les recettes publicitaires liées notamment aux partenariats sont en hausse de 25 k€ entre 2017 et 2018.

Résultat secteur FFN - 31/12/2018 :

- Le résultat net du secteur FFN s'élève à -778 k€ (contre -657 k€ en 2017).

- Ce résultat déficitaire s'explique notamment par un léger dépassement du secteur sportif par rapport au budget de 41 k€.
- Par ailleurs, des événements non récurrents ont eu lieu en 2018 : déménagement (impact de 50 k€), frais Lemonway (impact de 29 k€)
- Le détail des variations importantes a été évoqué précédemment.

Réalisation de la convention d'objectifs – 31/12/2018 :

A noter une nouveauté : la CPO désormais sur 3 ans, intègre la notion de masse salariale qui n'existait pas auparavant.

Pour rappel, la part fédérale s'élevait à 2,9 m€ lors de l'exercice 2017. Après retraitement de la masse salariale relative à la CPO, la part fédérale a augmenté de 130 k€ entre 2017 et 2018.

Les tableaux détaillés sont joints au présent PV.

Christiane Guérin et Bernard Dalmon remercient Marie le Ber pour le travail accompli et son implication depuis sa prise de fonction, sans oublier toute son équipe.

Afin de réduire le montant des créances fédérales, Laurent Ciubini fait part de sa volonté de mettre à disposition rapidement au service financier les modules informatiques qui permettront de suivre l'état des dettes des clubs.

5.2 Intervention des Commissaires aux comptes

Georges de Bondy, Commissaire aux Comptes, présente le compte-rendu de la mission des CAC.

5.3 Arrêté des comptes 2018

A l'issue de ces présentations, le Comité Directeur approuve à l'unanimité les états financiers 2018.

5.4 Approbation du budget prévisionnel 2019

Marie le Ber présente le budget prévisionnel 2019.

- Résultat budget prévisionnel du sportif 2019 : **<2 374 k€>** (dépenses : 7 113 k€ / recettes 4 739 k€)

Agnès Berthet précise que l'augmentation des dépenses s'explique par la densité de la saison liée à la préparation olympique et le repositionnement de financement dans le PPF pour la natation artistique. Le budget du Water-polo reste pratiquement à l'identique

- Résultat budget prévisionnel fédéral 2019 : **2 398 k€** (dépenses : 6 814 k€ / recettes 9 213 k€)
- Résultat budget prévisionnel HN 2019 : **33 k€** (dépenses : 3 442 k€ / recettes 3 475 k€)
- Résultat budget prévisionnel INFAN 2019 : **<58 k€>** (dépenses : 235 k€ / recettes 179 k€)

Patrick Fradet se dit très satisfait de cette nouvelle présentation du budget sous forme de graphiques, beaucoup plus claire et lisible.

Myrtho Mandé demande que le budget Outre-Mer soit clairement identifié afin de mettre en exergue l'aide consentie par la Fédération.

Georges de Bondy espère que ce budget, certes à l'équilibre, sera encore meilleur à l'avenir ; les efforts doivent être poursuivis.

Gilles Sézional précise que ce budget a été réalisé sur un prévisionnel de 380 000 licences, alors que l'évaluation des licences dans nos clubs devrait être bien plus élevée. Il faut poursuivre nos efforts pour inciter et convaincre les clubs à licencier tous leurs adhérents. Il s'agit d'un travail de terrain auquel les Ligues doivent pleinement participer.

Julien Ville ajoute qu'en septembre l'état complet de tous les adhérents de clubs devrait être connu.

Sami Cheik rejoint ces propos et estime que la Fédération doit principalement travailler sur ses recettes car la plupart des dépenses sont dorénavant et pour certaines incompressibles.

Bernard Dalmon insiste sur le fait qu'une rigueur doit néanmoins être mise en place sur la ligne des déplacements sur les compétitions, notamment concernant les dérogations.

Le budget prévisionnel 2019 est approuvé à l'unanimité par le Comité Directeur.

5.5 – Adoption des tarifs 2019

Christiane Guérin précise qu'à la suite de cette présentation, les remarques éventuelles devront être adressées à la Fédération dans la semaine qui suit le Comité Directeur, avant envoi aux délégués régionaux.

Marie Le Ber présente les principales propositions de modifications :

- **Règlement financier des 5 disciplines :**

- Modification des tarifs sur les droits d'engagement :
 - ✓ Les droits d'engagement individuels s'élèvent à 10 € (contre 9 € la saison précédente)
 - ✓ Les droits d'engagement équipes/relais/ballet s'élèvent à 14 € (contre 11 € la saison précédente)
 - ✓ Eau libre : Augmentation de la pénalité pour non-respect de délai d'engagement de 15 jours avant la compétition : de 50 € à 100 €.
- Pénalité pour forfait
 - ✓ Epreuves individuelles : de 77 € à 80 €
 - ✓ Relais : de 153 € à 160 €
- Natation course :
 - ✓ Suppression du recours obligatoire au prestataire Chrono MEGATEK (avec une prise en charge de 50% par la fédération)

A ce titre, un appel d'offres sera lancé par la Fédération afin de mettre en concurrence plusieurs sociétés.

- Eau libre :
 - ✓ Intégration des CF de Nage Hivernale au tarif individuel de 18 € et 36 € par relais
- Water-Polo :
 - ✓ Intégration du barème d'indemnisation des arbitres
 - ✓ Suppression du CF Interclubs U17 Garçons division Honneur
 - ✓ Passage des engagements des CF Interclubs U17 Garçons de 3 000 € à 1 500 €
 - ✓ CF N1 féminin : Engagement de 2 625 € à 4 500 €

- **Aides aux structures :**

- Aides aux clubs d'outre-mer : Modification en fonction des nouvelles modalités approuvées en CODIR du 10/01/2019
- Intégration des modalités de labellisation de la saison 2018/2019

- **Tarifs fédéraux :**

- Licences

- ✓ Création d'une licence animation à 2 €

En ce qui concerne cette proposition, l'idée est d'offrir un produit à faible coût, valable sur quelques mois et dédié aux animations estivales, telles que le Beach Water-Polo et Nager grandeur nature. Il s'agit cependant de réfléchir à sa mise en place ; avec peut-être une remise octroyée sur la prise d'une licence par la suite. Cette proposition est validée.

- ✓ Création d'une licence compétiteur été 10 ans et moins à 26 € (14 € de part fédérale)

- ✓ En contrepartie, la licence compétiteur 10 ans et moins passe de 30 € à 34 €.

Ces deux propositions sont validées.

- ✓ Intégration d'une clause spécifique : si à la fin de la saison 2018/2019, le nombre de licencié est inférieur à 420 000, les licences Encadrement, Natation pour tous (16 ans et +) et Eau libre promotionnelle seront portées à 12 €

En ce qui concerne l'option de passer la licence de 10 € à 12 €, les avis sont partagés car cette mesure pénaliserait ceux qui jouent le jeu. L'idée serait plutôt de se laisser la liberté de sanctionner les clubs qui ne rempliraient pas la condition du 100 % licences : impossibilité de se réaffilier la saison suivante et d'accéder au classement national des clubs. Proposition validée, sur proposition des ligues avec validation du comité directeur.

Julien Ville propose lors de la validation de l'affiliation l'obligation pour le Président de cocher une case l'engageant à licencier 100 % de ses adhérents. Proposition validée.

En ce qui concerne les clubs d'excellence, seuls le CN Marseille, les Dauphins du TOEC, Rouen, Canet, Clermont et Courbevoie ont augmenté leurs licences. Le résultat reste donc très insuffisant.

Après débat, il est donc décidé de ne pas toucher au tarif de la licence à 10 Euros. Néanmoins, Gilles Séziane propose, si la Fédération devait perdre de l'argent, que cette perte soit récupérée sur le sportif. En outre, les ligues qui ont une disponibilité en trésorerie suffisante pourraient ne pas percevoir le montant associé à la contractualisation au bénéfice de celles qui connaissent davantage de difficultés en raison de la mise en place de la réforme de la licence. Il convient de souligner que les ligues concernées pourront prétendre à recevoir ce type d'aide à condition d'être engagée dans la contractualisation et de démontrer scrupuleusement le strict respect de la politique fédérale en vigueur en tout point (licences, collaboration avec les clubs pour l'émergence d'une politique sportive fédérale, développement des activités événementielles/estivales...).

Patrick Perez insiste sur le fait qu'une augmentation serait un signal extrêmement négatif et une négation totale de ce qui a été mis en place. Cette proposition est rejetée.

- Pas de modification effectuée sur les affiliations

5.6 - Conditions financières du plan « J'apprends à nager » 2019

Contexte :

- Nécessité de définir les conditions financières 2019 pour finaliser le cahier des charges du plan « J'apprends à nager » 2019 et lancer dès que possible la campagne fédérale 2019.
- La lettre d'orientations ministérielle nous est parvenue avec les évolutions suivantes :
 - L'enveloppe nationale dédiée (CNDS) passe de 1,5 millions à 3 millions
 - Pour 2019, les structures fédérales effectueront leurs demandes de subventions auprès des DR et DD comme les années passées
 - Intégration des 4-5 ans dans le dispositif

Rappels des conditions 2017/2018 :

Budget 2018 : 376 000€

↳ dont => CPO : 96 667€ et part fédérale : 279 333€ (~ dont 230 000€ correspondant à 18 000 licences x 12,8€ (part fédérale de la licence « J'apprends à nager »)

Dépenses 2018 : 365 000€

↳ dont => 48 400€ (supports), 11 200€ (logistique) et 304 400€ d'aides financières fédérales (remboursement des licences)

Aides financières FFN : 17€ par licencié ayant pris part au dispositif x nombre licences souscrites

Résultats : 18 000 licences via 300 structures fédérales

Propositions conditions 2018/2019 :

Objectifs : 22 000 licences via 350 structures fédérales

(A noter : en attente de participations accrues au travers notamment des dossiers de contractualisation avec les ligues.)

Aides financières FFN : 13€ par licencié ayant pris part au dispositif x nbre licences souscrites.

L'aide financière FFN a été diminuée car :

- Les ligues sont accompagnées sur ce dispositif dans le cadre de la contractualisation
- L'enveloppe nationale dédiée (CNDS) passe de 1,5 millions à 3 millions et que donc l'accompagnement territorial devrait être supérieur par rapport à 2018.

Budget prévisionnel 2019 : 350 000€

↳ dont => CPO : 96 667€ et part fédérale : 253 333€

Dépenses 2019 attendues : 350 000€

- Acquisition matérielle + logistique : 64 000€
- Aides financières : 286 000€ (22 000 licences x 13€ = 286 000€)

Pour information :

- Recettes licences attendues : 281 600€ (~ 22 000 licences x 12,8€ (part fédérale de la licence « J'apprends à nager ») = 281 600€)

Cette proposition d'aide financière allouée dans le cadre du plan « J'apprends à nager » 2019 est validée à l'unanimité par le Comité Directeur.

6. Affaires Administratives

6.1 – Propositions de modifications statutaires et réglementaires

Christiane Guérin précise que les votes de modifications statutaires et réglementaires peuvent se faire en AG ordinaire par vote à majorité renforcée pour les Statuts et vote à majorité simple pour le Règlement Intérieur.

o 6.1.1. Modifications des Statuts et du Règlement intérieur

Antoine Durand présente les propositions de modifications des Statuts et du Règlement intérieur de la Fédération (voir synthèse explicative ci-jointe).

Une discussion s'instaure sur le point relatif à la démission d'un membre du Comité Directeur en cas d'absence à trois réunions consécutives. Il est rappelé que l'idée est ici de mettre fin au mandat des élus manquant d'implication dans la vie de la Fédération, un poste au sein du comité directeur fédéral, en tant que mandataire social d'une Fédération ne pouvant être pris à la légère. Le comité directeur pourra néanmoins, à titre exceptionnel, par exemple pour cause de maladie grave, refuser l'application de cette règle.

« Article 9.3 des Statuts : Vacance du Comité Directeur

« Tout membre du Comité Directeur qui n'aura pas assisté à trois réunions consécutives, sera considéré comme démissionnaire.

A titre exceptionnel, le Comité Directeur pourra considérer les trois absences comme justifiées et ainsi refuser la démission automatique [...]».

Le Comité Directeur valide les propositions de modifications des Statuts et du Règlement intérieur, qui seront soumises au vote de l'Assemblée Générale de Bordeaux le 26 avril prochain.

○ **6.1.2. Modifications du Règlement disciplinaire (en annexe)**

Le Comité Directeur valide les modifications apportées au Règlement disciplinaire. Elles entreront en vigueur à partir de la saison sportive 2019/2020.

6.2 – Validation de la composition de l'Organisme de Discipline fédéral

Suite à la fusion des Organismes de Discipline Générale et Disciplinaire de Première Instance Spécifique au Water-Polo, le Comité Directeur valide la composition suivante de l'Organisme de Discipline fédéral :

- ✓ **Jacques MELINAT** (Président), Ancien président de l'Organisme de Discipline Générale
- ✓ **Patrick CROISY**, ancien membre de l'Organisme de Discipline Générale
- ✓ **Gérard VENEAU**, ancien membre de l'Organisme de Discipline Générale et de l'Organisme Disciplinaire de Première Instance Spécifique au Water-Polo
- ✓ **Noëlle HAMON**, ancien membre de l'Organisme de Discipline Générale
- ✓ **Laurie FELIX**, ancien membre de l'Organisme de Discipline Générale
- ✓ **Evelyne CIRIEGI** (Présidente déléguée), Ancienne présidente de l'Organisme Disciplinaire de Première Instance Spécifique au Water-Polo
- ✓ **Guy SABATIER**, ancien membre de l'Organisme Disciplinaire de Première Instance Spécifique au Water-Polo
- ✓ **François MARTIN**, ancien membre de l'Organisme Disciplinaire de Première Instance Spécifique au Water-Polo
- ✓ **Jean-Bernard DECOEYERE**, ancien membre de l'Organisme Disciplinaire de Première Instance Spécifique au Water-Polo
- ✓ **Sébastien NIVALT**, nouveau membre

Christiane Guérin interpelle sur le fait que certaines ligues n'ont toujours pas adressé leurs Statuts à la Fédération ni désigné leurs délégués départementaux. Une relance sera adressée à toutes les ligues la semaine prochaine.

Elle précise que dans le cas où un délégué suppléant devient titulaire au titre d'un département, un nouveau délégué suppléant devra être nommé.

Avant de passer au prochain point de l'ordre du jour, Laurent Ciubini informe que la candidature de la FFN pour intégrer en 2019 le dispositif expérimental des projets sportifs fédéraux (PSF) a été retenue. Il rappelle que les Fédérations devaient faire acte de candidature auprès du CNDS avant le 1er mars 2019. 29 candidatures ont ainsi été reçues par le CNDS (28 Fédérations, plus le CNOSF).

7. Affaires Sportives

Julien Issoulié présente trois propositions de modifications du règlement de water-polo :

- **Proposition de modification d'organisation des phases finales des championnats de France U15 et U17 :**

Passage d'un format 1/2 finale – finale organisé sur deux week-end en juin/juillet à un tournoi final à 8 équipes durant 4 jours en juillet.

Plusieurs avantages à cette formule :

- 1- Une économie budgétaire pour les clubs et la fédération :
 - 1 seul déplacement à prévoir et connu à l'avance. Le format initial nécessitait d'attendre pour connaître les 4 finalistes pour désigner le lieu de la finale. D'où un coût important surtout en période de vacances estival. La formule proposée permet d'anticiper, et désigner plus facilement le club hôte qui sera dans les 8 finalistes.
 - La diminution du nombre d'organisations à impact direct sur les coûts d'arbitrage.
- 2- Un intérêt sportif :
 - Ce format rappelle celui des compétitions internationales. A savoir, un match par jour avec un entraînement le matin.
 - Ce format permet d'inciter les 8 meilleurs clubs français à participer à la phase finale. Dans la formule initiale, les équipes classées de 5 à 8 arrêtaient leur participation à l'issue des 1/2 finales.
 - Ce format permet aux sélectionneurs des collectifs U15 et U17 de bénéficier de davantage de temps sur le même lieu pour observer les joueurs, échanger avec les entraîneurs.
- 3- Une simplification du calendrier
 - Une seule organisation par catégorie en juillet, permet de libérer du temps pour le passage des examens qui ont lieu au mois de juin (brevet des collèges, BAC, Rattrapage)
 - Pour les U15 : 1/4 de finale 18 et 19 mai - Finale du 3 au 6 juillet
 - Pour le U17 : 1/4 de finale - Finale du 23 au 27 juillet

- **Proposition de modification des années d'âge pour participer au championnat Elite Féminin**

- 1- Permettre à l'aide d'un double sur-classement aux jeunes filles nées en 2005 de jouer en Elite. Le règlement en vigueur ne le permet qu'à partir de 2004. Or, compte tenu de la faible densité de joueuse et du peu de matches dans les catégories jeunes, cette modification permettra aux jeunes joueuses de prolonger leur saison sportive.

- **Proposition de permettre la mixité dans le championnat de France U15.**

- 1- Ajouter dans le règlement sportif la possibilité d'inclure 3 filles maximum par équipe dans le championnat U15. Cette nouvelle disposition permettra aux meilleures joueuses d'un club d'intégrer une équipe garçon et ainsi bénéficier de davantage de matches. Mais cela permettra aussi aux clubs qui n'ont pas un grand effectif d'engager une équipe en championnat U15 considérant la possibilité de faire jouer des jeunes filles.

Ces propositions sont validées par le Comité Directeur.

8. Point sur la préparation de l'Assemblée Générale 2019 à Bordeaux

8.1 – Validation de l'ordre du jour (en annexe)

L'ordre du jour est validé par le Comité directeur.

8.2 - Logistique-Hébergement

L'hébergement et les travaux de l'Assemblée Générale se tiendront Bordeaux à l'hôtel Mercure Château Chartrons, ainsi que les déjeuners des vendredi et samedi. Le dîner du vendredi soir se tiendra au restaurant de la Cité du Vin. Les informations pratiques ont été adressées à tous.

8.3 - Préparation et diffusion de la documentation

Les propositions de modifications statutaires et réglementaires seront adressées aux Ligues Régionales un mois avant l'Assemblée Générale, soit le mardi 26 mars. Le reste de la documentation (documents financiers, rapport moral, rapports d'activités des commissions et des départements fédéraux, bilans sportifs) seront adressés au plus tard 15 jours avant l'Assemblée Générale.

8.4 - Validation des modalités de vote

Les votes relatifs aux modifications statutaires et réglementaires ainsi qu'au projet de Labellisation se feront à bulletin secret via boîtiers électroniques (intervention de la Société Ubiquis) le vendredi matin. L'approbation des comptes financiers de l'année 2018, des tarifs 2019/2020 et du budget prévisionnel se fera comme à l'accoutumée à main levée.

8.5 - Tirage au sort de la lettre pour l'ordre de vote des Ligues à l'Assemblée Générale

Lettre « T ». Première Ligue : Tahiti

9. Questions diverses

9.1 - Calendrier institutionnel

- 29 et 30 mars 2019 : Regroupement des Ligues
- Juin 2019 : Comité Directeur (date à déterminer)

9.2 - Notes mensuelles d'actualités (en annexe)

9.3 – Demande d'exonération de droits de transfert

Antoine Durand expose la demande d'exonération de la famille de Lou FLORENT, nageuse inscrite sur liste Espoirs au sein du club de Moreuil, de la part fédérale des droits de transfert, à hauteur de 500 €, pour la nageuse Lou Florent, qui souhaite désormais nager pour le club de Narbonne.

Cette demande est mise au vote du Comité Directeur :

Contre : 4 voix

Abstentions : 5 voix

Cette exonération est validée.

10. Clôture des travaux par le président

Clôture des travaux à 17h00

La secrétaire générale
Christiane GUERIN

le Président
Gilles SEZIONALE